



Cahier des Clauses particulières

Commun à tous les lots

Organisme :

Alliance Elevage Loir et Loire

38 rue Augustin Fresnel

BP 50139

37171 CHAMBRAY-LES-TOURS CEDEX

Objet de la consultation :

Fournitures de repères officiels d'identification

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2161-2 et suivants du Code de la Commande publique.

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé entre d'une part :

L'Organisme inter-établissement du réseau des chambres d'agriculture (OIER), Alliance Elevage Loir et Loire, établissement public, régi par les articles L 514-2 et D 514-1 et suivants du CRPM, ayant son siège au 38 rue Augustin Fresnel - BP 50139 - 37171 CHAMBRAY-LES-TOURS CEDEX,
Représenté par son Président, M. Yohann SERREAU,
ci-après dénommée l'OIER,

Et d'autre part :

L'entreprise titulaire du marché,
ci-après dénommée le titulaire ou le prestataire.

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 - Objet

Le présent marché concerne la fourniture de repères officiels d'identification pour les espèces bovines, ovines et caprines et du matériel associé.

2.2 - Forme du marché

Le marché est divisé en 10 lots :

- Lot 1 : Repères auriculaires conventionnels pour l'espèce bovine, y compris :

- Le rebouclage des repères conventionnels
- Le matériel associé

- Lot 2 : Repères auriculaires électroniques pour l'espèce bovine (1 repère électronique et 1 repère conventionnel), y compris :

- Le rebouclage des repères électroniques
- Le matériel associé

- Lot 3 : Repères auriculaires BVD pour l'espèce bovine (1 repère conventionnel ou 1 repère électronique et 1 repère conventionnel BVD), y compris :

- Le rebouclage des repères conventionnels et électroniques
- Le matériel associé

- Lot 4 : Repères auriculaires à biopsie humide pour l'espèce bovine, comprenant :

- 1 paire de repères composée de :
 - 1 repère conventionnel ou électronique et 1 repère à biopsie humide, ou
 - 1 repère conventionnel ou électronique à prélèvement BVD et 1 repère à biopsie humide
- Le rebouclage des repères conventionnels et électroniques
- Le matériel associé

- Lot 5 : Pendentifs auriculaires conventionnels millésimés/ électroniques pour l'espèce ovine et caprine, y compris :

- Les repères provisoires rouges
- Le rebouclage
- Le matériel associé

- Lot 6 : Repères barrettes auriculaires souples électroniques / conventionnelles non millésimés pour l'espèce ovine et caprine, y compris :

- Les repères provisoires rouges
- Le rebouclage
- Le matériel associé

- Lot 7 : Repères barrettes auriculaires rigides pour l'espèce caprine, y compris :

- Le matériel associé

- Lot 8 : Repères barrettes auriculaires à pose rapide pour l'espèce ovine ou caprine, comprenant :

- Les barrettes souples électroniques et conventionnelles
- Les barrettes souples provisoires rouges
- Les barrettes rigides à durée de vie courte (caprins uniquement)
- Le rebouclage
- Le matériel associé

- Lot 9 : Paturons conventionnels ou électroniques réglables pour l'espèce caprine, y compris :

- Le rebouclage
- Le matériel associé

- Lot 10 : Paturons électroniques ou conventionnels non réglables pour l'espèce caprine, y compris :

- Le rebouclage
- Le matériel associé

Le marché est un accord-cadre à bons de commande mono attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles en application des articles R 2362-2 et R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique).

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement de chaque lot et le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement
- le présent cahier des clauses particulières commun à l'ensemble des lots et ses annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de Services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- le mémoire technique du titulaire de chaque lot remis à l'appui de son offre
- le cahier des charges commercial élaboré avec le titulaire de chaque lot.

Toute clause portée dans un document du titulaire (documentation, tarifs, etc) contraire aux documents contractuels est réputée non écrite. Les conditions de vente du prestataire seront concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'OIER émettra des bons de commande successifs au fur et à mesure de la survenance des besoins. Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément.

Pour l'exécution de chaque prestation, l'OIER adressera au prestataire un bon de commande mentionnant notamment :

- le numéro et date du bon de commande
- le type et le nombre de repères commandés ;
- l'adresse de livraison ;
- les délais d'exécution
- la référence du cahier des charges commercial.

L'OIER pourra émettre et notifier des bons de commande au prestataire pendant toute la durée de validité du présent marché.

Les bons de commande seront exécutés par le prestataire jusqu'au terme indiqué, même si ce délai excède la durée de validité du marché, sans toutefois dépasser 3 mois à compter de la date de fin de marché.

Chaque bon de commande reçu par le titulaire donnera lieu à l'envoi d'un accusé de réception de la commande adressé à l'OIER. L'accusé de réception précisera la date de réception du bon de commande, le numéro de commande, les articles et quantités commandés, ainsi que la date prévisionnelle d'expédition.

ARTICLE 5 – DUREE DE VALIDITE DU MARCHE

Le marché sera exécutoire à compter de sa notification au titulaire et restera en vigueur pour une durée de 1 an. Il est renouvelable 3 fois par période d'une année.

En application de l'article R 2112-4 du Code de la Commande publique, la reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé deux mois au moins avant la date anniversaire de notification du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

6.1 - Description des repères

L'ensemble des repères doit être agréé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Lot 1 : Repères auriculaires conventionnels pour les bovins et matériels associés

Matériel	Description
Boucles N98	Paire de marques auriculaires conventionnelles d'identification à la naissance (ou à son arrivée en France si l'animal est importé)
Boucles R2	Boucle conventionnelle affectée au remplacement marquée par le fabricant
Pince	
Pointeau	

Lot 2 : Repères auriculaires électroniques pour les bovins (1 repère électronique et 1 repère conventionnel) et matériels associés

Matériel	Description
Boucles N10	Paire de marques auriculaires, intitulée « électronique » d'identification à la naissance (ou à son arrivée en France si l'animal est importé), composée d'une marque auriculaire électronique et d'une marque auriculaire conventionnelle
Boucles R2E	Boucle électronique affectée au remplacement marquée par le fabricant
Kit rebouclage électronique de dépannage	
Pince	
Pointeau	

Lot 3 : Repères auriculaires BVD pour l'espèce bovine (1 repère conventionnel ou 1 repère électronique et 1 repère conventionnel BVD) et matériels associés

Matériel	Description
Paire de boucles BVD / N98	Paire de marques auriculaires d'identification à la naissance composée d'une marque auriculaire conventionnelle à biopsie BVD et d'une marque auriculaire conventionnelle
Paire de boucles BVD / N10	Paire de marques auriculaires d'identification à la naissance composée d'une marque auriculaire électronique et d'une marque auriculaire conventionnelle à biopsie BVD
Pince	
Pointeau	

Lot 4 : Repères auriculaires à biopsie humide pour l'espèce bovine et matériels associés

Matériel	Description
Simple prélèvement à biopsie humide	Paire de marques auriculaires d'identification à la naissance composée d'un repère conventionnel ou électronique et un repère à biopsie humide
Double prélèvement (biopsie humide et BVD)	Paire de marques auriculaires d'identification à la naissance composée d'un repère conventionnel ou électronique à prélèvement BVD et un repère à biopsie humide
Pince	
Pointeau	

Lot 5 : Pendentifs auriculaires conventionnels millésimés / électroniques pour l'espèce ovine et caprine et matériels associés

Matériel		Marquage partie femelle	Marquage partie mâle	Couleur partie femelle	Couleur partie mâle
Pendentif électronique		N° officiel		Jaune	
Pendentif conventionnel				Jaune	Millésimée
Paire	Pendentif électronique	N° officiel		Jaune	
	Pendentif conventionnel			Jaune	Millésimée
Pendentif de remplacement provisoire		IM de l’exploitation		Rouge	
Pendentif conventionnel de remplacement à l’identique		N° officiel		Jaune	
Pendentif électronique de remplacement à l’identique		N° officiel		Jaune	
Pince					
Stylo feutre spécifique pour l’inscription sur les boucles ovines et caprines					
Pointeau					

Lot 6 : Repères barrettes auriculaires souples électroniques / conventionnelles non millésimés pour l'espèce ovine et caprine et matériels associés

Matériel	Marquage partie femelle	Marquage partie mâle	Couleur partie femelle	Couleur partie mâle
Barrette conventionnelle souple	N° officiel		Jaune	
Barrette électronique souple	N° officiel		Jaune	
Barrette conventionnelle souple de remplacement à l'identique	N° officiel		Jaune	
Barrette électronique souple de remplacement à l'identique	N° officiel		Jaune	
Repères provisoires rouges	IM de l'exploitation		Rouge	
Pince				
Stylo feutre spécifique pour l'inscription sur les boucles ovines et caprines				
Pointeau				

Lot 7 : Repères barrettes auriculaires rigides à durée de vie courte pour l'espèce caprine et matériels associés

Matériel	Marquage partie femelle	Marquage partie mâle	Couleur partie femelle	Couleur partie mâle
Barrette rigide	N° officiel		Jaune	
Pince				

Lot 8 : Repères barrettes auriculaires à pose rapide pour l'espèce ovine ou caprine et matériels associés

Matériel	Marquage partie femelle	Marquage partie mâle	Couleur partie femelle	Couleur partie mâle
Barrette conventionnelle souple pose rapide	N° officiel		Jaune	
Barrette électronique souple pose rapide	N° officiel		Jaune	
Barrette conventionnelle souple de remplacement pose rapide à l'identique	N° officiel		Jaune	
Barrette électronique souple de remplacement pose rapide à l'identique	N° officiel		Jaune	
Barrette conventionnelle souple provisoire	IM de l'exploitation		Rouge	
Barrettes rigides à durée de vie courte (caprins uniquement)	N° officiel		Jaune	
Pince				
Stylo feutre spécifique pour l'inscription sur les boucles ovines et caprines				

Lot 9 : Pâturons réglables pour les caprins

Matériel	Marquage	Couleur
Bague de pâturon conventionnelle	N° officiel	Jaune
Bague de pâturon électronique	N° officiel	Jaune
Bague de pâturon conventionnelle de remplacement à l'identique	N° officiel	Jaune
Bague de pâturon électronique de remplacement à l'identique	N° officiel	Jaune

Lot 10 : Pâtureurs non réglables pour les caprins

Matériel	Marquage	Couleur
Bague de pâtureur conventionnelle	N° officiel	Jaune
Bague de pâtureur électronique	N° officiel	Jaune
Bague de pâtureur conventionnelle de remplacement à l'identique	N° officiel	Jaune
Bague de pâtureur électronique de remplacement à l'identique	N° officiel	Jaune

6.2 - Documentation

Le titulaire de chaque lot livre, avec chaque matériel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités d'utilisation et la maintenance du matériel livré.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 - Gestion des numéros de boucles

Les numéros des repères sont gérés par le Module National d'Identification Bovine (MNIB) et le Module National d'identification Ovine et Caprine (MNI OC) conformément à la réglementation en vigueur.

7.2 - Modalités de livraison

Les frais de transport sont à la charge du titulaire. Les risques afférents au transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Les envois aux éleveurs seront réalisés par un envoi suivi ou tout autre acheminement proposé par le fournisseur.

Chaque expédition (départ usine) sera accompagnée d'une confirmation d'expédition sur laquelle figure les informations suivantes :

- le nom du prestataire et son adresse
- le nom du destinataire et son adresse
- la date d'expédition
- la référence du marché
- le numéro de la commande
- la nature des fournitures (codes produits)
- la quantité envoyée
- le numéro de colis

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison mentionnant :

- le nom du prestataire et son adresse
- le nom du destinataire et son adresse
- la date d'expédition

- le numéro de la commande
- la nature des fournitures
- les quantités livrées
- la liste des numéros de repères livrés. En ovin-caprin, une liste détaillée permettant de noter les dates de pose est attendue.
- la procédure de pose et les notices associées

7.3 – Lieux de livraison

Pour chaque commande, le lieu de livraison des repères sera précisé dans le cahier des charges commercial élaboré avec le titulaire de chaque lot.

Il peut s'agir de l'exploitation, de l'OIER ou autre lieu précisé dans le cahier des charges commercial. En cas de livraison à l'éleveur, l'adresse sera fournie à chaque commande.

7.4 – Délai d'expédition

Les délais d'expédition des fournitures commandées indiqués dans le mémoire technique du titulaire s'appliquent.

En aucun cas, ces délais ne pourront être supérieurs à 21 jours ouvrables à compter de la date d'accusé de réception de la commande par le titulaire (émis par les logiciels MNIB et MNIOC) pour les livraisons classiques et 72 heures ouvrables maximum à compter de la date d'accusé de réception de la commande par le titulaire (émis par les logiciels MNIB et MNIOC) pour les livraisons urgentes et les commandes de rebouclage.

7.5 – Conditionnement

Les repères doivent être rangés dans l'ordre des numéros commandés.

Les repères commandés par paires devront être conditionnés par paire.

7.6 – Matériels défectueux ou non conformes à la commande

En cas de constatation de défectuosité du repère pour non-respect du cahier des charges de l'agrément (notamment marquage, couleur), le titulaire s'engage à fournir gracieusement les repères de remplacement :

- dans un délai maximum de sept jours calendaires à compter de l'envoi de la réclamation pour les commandes classiques
- immédiatement pour les repères de rebouclage et les commandes urgentes.

La réclamation s'effectuera par mail.

7.7 – Non réception des repères

En cas de non réception de repères expédiés par le titulaire, l'OIER adresse une réclamation par mail au titulaire.

La réclamation s'effectuera dans les mêmes conditions que les commandes initiales. La livraison est à la charge du titulaire.

7.8 – Repères non utilisés

Le titulaire s'engage à collecter à l'OIER tout repère d'identification non utilisé.

Conformément à la réglementation, le titulaire doit assurer la destruction des repères collectés. Il remettra un certificat de collecte et de recyclage, ou à défaut de destruction à l'OIER.

ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles sont des informations permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

L'OIER et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données personnelles et, en particulier, le règlement (UE) 2016/79 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), ainsi que la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite loi « Informatique et Libertés » (LIL3).

8.1 - Au titre de la mise en oeuvre et de la gestion du marché

Chacune des parties est responsable :

- des traitements de Données personnelles ayant pour finalité d'effectuer les opérations relatives à la mise à œuvre et à la gestion du présent marché (client, commandes, livraisons, factures, comptabilité, personnels en charge des prestations et du suivi technique, administratif et financier du marché, opérations de contrôle et de vérification, suivi de la relation client, ...);
- vis-à-vis des personnes relevant de sa structure, des obligations prévues aux articles 13 et 14 du RGPD.

Les données personnelles traitées sont les suivantes :

a) L'identité et la vie professionnelle : civilité, nom, prénom, fonction, adresse professionnelle, numéro de téléphone professionnel (fixe et/ou mobile), adresse de courrier électronique professionnel, CV, code interne de traitement permettant l'identification des personnes consultées ou rencontrées ;

b) Les données relatives aux moyens de paiement : relevé d'identité postale ou bancaire;

c) Les données relatives à la transaction telles que le numéro de la transaction, le numéro du présent marché, des bons de commande ;

d) Les données relatives aux personnes en charge de la réalisation des prestations, du suivi technique, administratif et financier du marché.

Les catégories de personnes concernées sont les représentants de la personne morale, les personnes en charge de la réalisation des prestations, du suivi technique, administratif et financier du marché.

Les données relatives aux pièces du marché, à la gestion et au suivi du marché, ainsi que les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre du marché sont conservées pendant 10 ans uniquement à des fins d'archivage administratif, augmenté des délais de recours en cas de contentieux.

Peuvent, dans les limites de leurs attributions respectives, avoir accès aux Données personnelles les personnes chargées de la réalisation des prestations, du suivi technique, administratif et financier du marché

ainsi que leurs responsables hiérarchiques, les organismes de contrôle et les autorités judiciaires en cas de contentieux.

8.2 - Au titre des prestations réalisées dans le cadre du marché

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'OIER les opérations de traitement des Données personnelles définies ci-après.

8.2.1 Description du traitement

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'OIER les Données personnelles nécessaires pour réaliser les prestations identifiées au présent CCP et au cahier des charges commercial.

La nature des opérations réalisées sur les Données personnelles sont :

- Collecte ;
- Lecture ;
- Edition ;
- Génération des repères officiels d'identification ;
- Extraction ;
- Communication ;
- Stockage ;
- Hébergement.

Les finalités du traitement sont :

- La production et la fabrication de repères officiels d'identification commandés par l'OIER
- La livraison desdits repères au lieu précisé dans le cahier des charges commercial et / ou le bon de commande : exploitation, OIER ou autre lieu.

Le titulaire ne peut ni utiliser ni exploiter les Données personnelles à d'autres fins que celles spécifiées au présent article.

Les données personnelles traitées sont :

- Nom, prénom, adresse, téléphone ;
- Nom de l'exploitation ;
- Numéro de la commande ;
- Type, nombre et quantité de repères ;
- Numéro unique national d'identification issu du Registre d'identification à apposer sur le repère ;
- Numéro de colis.

Les catégories de personnes concernées sont les :

- détenteurs d'animaux relevant du régime des repères officiels d'identification tel que prévu par les dispositions du code rural et de la pêche maritime ;
- personnes identifiées dans le cahier des charges commercial en tant que destinataires des livraisons des repères officiels d'identification commandés par l'OIER.

8.2.2 Obligations du Titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les Données personnelles uniquement pour les finalités objet du présent CCP ;
- Traiter les Données personnelles conformément aux instructions documentées de l'OIER figurant au présent CCP et/ou dans les bons de commande et/ou dans le cahier des charges commercial ;
- Informer immédiatement l'OIER s'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou de la LIL3 ;
- Garantir la confidentialité des Données personnelles traitées dans le cadre du marché telle que précisée à l'article Confidentialité du présent CCP ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données personnelles en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut, notamment une protection des accès aux informations confidentielles telles que définies à l'article Confidentialité du présent CCP ;
- Prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des Données personnelles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues ou communiquées à des personnes non autorisées ;
- Communiquer à l'OIER la liste et les coordonnées de tous les lieux de stockage des Données personnelles ;
- Informer l'OIER, avant le traitement, de son obligation juridique de procéder à un transfert de Données personnelles vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français auquel il est soumis, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Veiller à la faisabilité des contrôles et audits extérieurs qui pourraient être diligentés par l'OIER pendant la durée du présent marché ;
- Mettre à la disposition de l'OIER la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'OIER ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Aider l'OIER pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des Données personnelles.

En sus, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures de sécurité appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL3.

8.2.3 Sous-traitant

Le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'OIER de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de Données personnelles sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'OIER dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la date de

réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'OIER n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est alors tenu de respecter les obligations du présent CCP, et notamment du présent article, pour le compte et selon les instructions de l'OIER. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL3. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des Données personnelles, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'OIER de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

8.2.4 Information des personnes concernées et exercice des droits desdites personnes

Il appartient à l'OIER de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement.

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider l'OIER à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, droit d'effacement, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité de ses Données personnelles.

Le titulaire notifie à l'OIER toute violation de Données personnelles dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Courrier électronique à l'adresse suivante ipg@alliance-elevage.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'OIER, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

8.2.5 Sort des Données personnelles

Au terme des opérations de traitement de Données personnelles réalisées au titre du présent marché, le Titulaire s'engage à détruire les Données personnelles.

La destruction s'entend de la destruction des Données personnelles ainsi que de toutes les copies et sauvegardes existantes, quel qu'en soit le support. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

8.2.6 Délégué(s) à la protection des données

S'il en a désigné un, le Titulaire communique à l'OIER et à son Délégué à la protection des données (adresse mail de votre DPD), le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

8.2.7 Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'OIER comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données personnelles ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'OIER ;
- Le cas échéant, les transferts de Données personnelles vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris, l'identification de ce pays tiers ou de cette

- organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

8.2.8 Obligations de l'OIER

L'OIER s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données personnelles nécessaires à la réalisation des prestations objets du présent marché ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données personnelles par le Titulaire.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE

9.1 - Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des informations et autres documents transmis par l'OIER au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement, à l'exception des pièces du dossier de consultation du marché.

Le Titulaire s'engage naturellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'OIER pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'OIER s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

9.2 - Confidentialité des données et des Données personnelles

Les données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques manipulés par le Titulaire en provenance de l'OIER et/ou du webservice, tels que celles figurant dans les bons de commande, d'expédition, de livraison, les Données personnelles, lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels. Même anonymisées, les données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques portés à la connaissance du Titulaire au cours de l'exécution du marché doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces données, jeux de données, documents, informations, fichiers informatiques ainsi que pour les Données personnelles.

Le Titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par l'OIER pour lui permettre de réaliser ses prestations. Il en va de même pour les Données personnelles.

L'OIER est seule susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL3 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent CCP.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des données, jeux de données, documents, informations, fichiers informatiques confiés et des Données personnelles, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
 - ne pas utiliser les données, jeux de données, documents, informations, fichiers informatiques, Données personnelles à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
 - ne pas divulguer ces données, jeux de données, documents, informations, fichiers informatiques, Données personnelles à d'autres personnes que celles spécifiées au présent marché ou sur instruction de l'OIER, et dans un autre pas de temps et/ou à d'autres fins que ceux spécifiés au présent marché, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données, jeux de données, documents, informations, fichiers informatiques, Données personnelles en cours d'exécution du présent marché ;
 - prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des données, jeux de données, documents, informations, fichier informatique, Données personnelles tout au long de la durée du présent marché ;
- et en fin de marché à :
- détruire intégralement les supports manuels ou informatisés des données, jeux de données, documents, informations, fichiers informatiques, Données personnelles de façon définitive et sécurisée et en attester par courrier adressé à l'OIER.

L'OIER se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

L'OIER pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.4 - Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations, données et Données personnelles à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le Titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication des informations confidentielles, données et Données personnelles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

ARTICLE 10 – MODALITES FINANCIERES

Le marché est traité à prix unitaires selon les tarifs indiqués à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Le taux de TVA applicable est le taux légal en vigueur.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix comprennent tous les frais afférents à la réalisation de la prestation, y compris les taxes fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix sont fermes et définitifs pour la première année d'exécution du marché. Le prix de fabrication et de conditionnement des boucles sera révisé en fonction de l'indice des matières plastiques (indice INSEE CPF 22.2) à une date définie dans le marché.

Les prix des repères, hors frais de port, pourront ensuite être révisés annuellement, à chaque date anniversaire, selon la formule paramétrique suivante :

$$Pr = Po \times [0.125 + 0.875 (S/So)]$$

Dans laquelle :

Pr est le prix révisé

Po est le prix au moment du mois MO (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre)

S est la valeur du dernier indice connu à la date de révision des prix de l'indice des matières plastiques (indice INSEE CPF 22.2 – Produits en plastique)

So est la valeur de l'indice au moment du mois Mo (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre) de l'indice des matières plastiques (indice INSEE CPF 22.2 – Produits en plastique)

Les indices pris en compte sont ceux du mois de remise des offres (indice de base) et les derniers indices publiés sur le site Internet de l'INSEE lors du mois précédant la mise en œuvre de la révision.

Lors de chaque augmentation de prix, les nouveaux indices doivent figurer sur une pièce jointe à la première facture suivant le mois de révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué en conformité avec les règles d'arrondi du centime de l'euro.

L'OIER admettra lors de la révision annuelle une augmentation maximale de 3 % des prix de chaque matériel. Si les prix du marché venaient à dépasser l'augmentation de 3 % fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

Le prix de la livraison sera ferme pour toute la durée du marché. Toutefois, en cas de variation importante des frais postaux, générant une augmentation des frais de port de plus de 10%, indépendante de la volonté du fournisseur, un avenant au marché pourra être rédigé

Les paiements interviendront à l'issue de l'exécution de chaque bon de commande, après service fait attesté par la personne responsable du suivi de la prestation à la l'OIER.

Le titulaire devra utiliser le système " CHORUS PRO ". Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour cette solution, il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Dans l'éventualité où le titulaire n'est pas en mesure d'appliquer ce mode d'envoi, il adressera sa facture sous format papier à l'OIER – Service comptabilité.

Outre les références légales, la facture contiendra les références bancaires du prestataire et les références du présent marché.

Les paiements seront effectués sous forme de virements administratifs adressés au prestataire avec un délai maximum de paiement à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'OIER. Ce délai expire à la date de règlement par le comptable public.

Le dépassement de ce délai par la personne publique ouvre de plein droit, au bénéfice du prestataire à des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11 – PENALITES

En cas de manquement dans l'exécution du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après HT.

Tout manquement aux prestations du marché fera l'objet d'un constat par écrit de l'OIER, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, l'OIER pourra appliquer une réfaction sur les prix correspondants, sur simple décision de sa part. Les prestations qui n'auront été exécutées que partiellement pourront ainsi donner lieu à l'application d'une réfaction d'une valeur correspondant aux prestations non réalisées ou réalisées que partiellement.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'OIER, dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité l'OIER.

Les pénalités et les réfections sont cumulables et les pénalités restent dues en cas de résiliation du marché. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

11.1- Pénalités pour retard dans l'expédition des repères

Lorsque le délai d'exécution contractuel d'expédition est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci pourra être redevable, sur simple décision de l'OIER, sans mise en demeure préalable, d'une indemnisation forfaitaire égale à 50 € par jour ouvrable de retard.

11. 2 - Pénalités pour faute

En cas d'inexécution totale ou partielle ou de résultat insuffisant, l'OIER se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer les pénalités suivantes:

- Au-delà de 100 Repères défectueux livrés : 500 €
- Non-ramassage des repères non utilisés : 150 €
- Non remise de l'attestation de destruction des repères non utilisés : 100 €

11.3 - Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'OIER, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OIER la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, la CA ou l'OIER ou la CAR peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Le montant maximum au titre de ces pénalités ne peut dépasser 20% du montant commandé sur la durée du marché.

ARTICLE 12 - RESILIATION

12.1 - RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS.
Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

12.2 - RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Le marché pourra être résilié par l'OIER ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 30 du CCAG/FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

12.3 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le marché pourra être résilié par l'OIER dans les cas prévus à l'article 32 du CCAG/FCS, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation définies ci-après.

Outre les cas prévus à l'article 32.1 du CCAG/FCS, le marché peut également être résilié aux torts du titulaire en cas de non-respect des articles 11.3 et 13 du présent CCP.

L'OIER signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai ou si l'OIER constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par l'OIER est ensuite notifié au titulaire.

12.4 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

L'OIER peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Le titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation dans les conditions définies à l'article 33 du CCAG/FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

12.5 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation du marché à ses torts, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13 – JUSTIFICATIFS SOCIAUX

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire de chaque lot produit à compter de la date de signature du marché par l'OIER et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D.8222-5-2° du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 12.3 du présent CCP ci-après.

ARTICLE 14 – AVANCE

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant ni minimum ni maximum, et sauf renonciation expresse du prestataire, une avance lui est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au prestataire. Il commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande

atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement devra être terminé lorsque ce taux atteindra 80 %.

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Le présent marché public peut être modifié dans les cas précisés aux articles R 2194-1 et à R 2194-4 du Code de la commande publique.

En particulier, le marché pourra être modifié en cas d'évolution de la réglementation applicable en matière d'identification des animaux ou de modification des compétences ou du périmètre géographique de l'OIER agréé.

Le marché pourra également être modifié, à chaque date anniversaire de sa notification, selon les modalités de l'article 10 du présent document.

ARTICLE 16 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire de chaque lot est tenu de notifier sans délai à l'OIER les modifications survenues au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

La cession du marché acceptée par l'OIER fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 17 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si l'une des stipulations du présent marché s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite mais les autres stipulations garderont leur force et leur portée.

ARTICLE 18 – CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie.

ARTICLE 19 – LOI APPLICABLE – LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française.

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du lieu du siège de l'OIER.

ANNEXE 1

DONNEES GENERALES SUR LA ZONE A FOURNIR EN REPERES D'IDENTIFICATION
--

	Zone Alliance Elevage Loir et Loire - 2024
Nombre de détenteurs bovins	1 396
Cheptel bovin/ Nombre de bovins présents	148 718
Nombre de naissances bovines	59 248
Nombre de détenteurs ovins/caprins	2 471
Cheptel ovin / Nombre de reproducteurs ovins	46 594
Cheptel caprin / Nombre de reproducteurs caprins	51 423

ANNEXE 2

NOMBRE DE REPERES D'IDENTIFICATION BOVINS COMMANDES DE L'ANNEE 2024

(Ces chiffres sont fournis à titre indicatif et ne sont pas des données contractuelles)

Matériel	Description	Quantités
Boucles N98	Nombre de paires	39 970
Boucles N10	Nombre de paires	15 108
Boucles R1	Nombre d'unités	0
Boucles R2	Nombre d'unités	8 277
Boucles R2E	Nombre d'unités	1 202
Boucles BVD et N98	Nombre d'unités	3 499
Boucles BVD et N10	Nombre d'unités	1 130
Pinces	Nombre d'unités	46
Pointeaux	Nombre d'unités	54

ANNEXE 3

NOMBRE DE REPERES D'IDENTIFICATION OVINS ET CAPRINS COMMANDES DE L'ANNEE 2024

(Ces chiffres sont fournis à titre indicatif et ne sont pas des données contractuelles)

Matériel		Description	Quantités
Pendentifs électroniques		Nombre d'unités	5 739
Pendentifs conventionnels		Nombre d'unités	488
Paire	Pendentifs électroniques FDX	Nombre de paires	47 703
	Pendentifs conventionnels		
Paire	Pendentifs électroniques HDX	Nombre de paires	0
	Pendentifs conventionnels		
Pendentifs de remplacement provisoire		Nombre d'unités	949
Pendentifs de remplacement à l'identique conventionnels		Nombre d'unités	641
Pendentifs de remplacement à l'identique électroniques		Nombre d'unités	1 044
Paire de pendentifs conventionnels + barrettes électroniques		Nombre de paires	1 560
Barrettes souples		Nombre d'unités	3 611
Barrettes souples de remplacement à l'identique		Nombre d'unités	258
Barrettes rigides		Nombre d'unités	41 105
Barrettes souples pose rapide		Nombre d'unités	3 620
Barrettes rigides pose rapide		Nombre d'unités	0
Barrette souple de remplacement pose rapide à l'identique		Nombre d'unités	0
Barrettes souples de remplacement électroniques pose rapide à l'identique		Nombre d'unités	0
Paturons conventionnels		Nombre d'unités	14
Paturons électroniques		Nombre d'unités	188
Paturons de remplacement à l'identique		Nombre d'unités	180
Pincés		Nombre d'unités	105
Pointeaux		Nombre d'unités	27
Marqueurs		Nombre d'unités	25